

## EDUCATION

# En Seine-Saint-Denis, enseignants et parents exigent un « plan d'urgence » pour l'école

LE 06 MARS 2024 7 min

**Dans le département le plus pauvre de France, les actions se multiplient dans les établissements pour obtenir les moyens financiers et humains qui leur manquent cruellement. Enseignants et parents manifestent le 7 mars devant le ministère.**

Offrir cet article

Par **Malika Butzbach** (<url:/users/malika-butzbach>)

« *Pas de moyens, pas de rentrée !* » Au moins, le message est clair. Depuis le lundi 26 février, jour où les élèves franciliens devaient retrouver le chemin de l'école après les vacances d'hiver, la plupart des établissements scolaires de Seine-Saint-Denis sont mobilisés. Tous se sont donné rendez-vous le jeudi 7 mars, devant le ministère de l'Education nationale, pour faire entendre leur colère.

Enseignants, parents d'élèves et assistants d'éducation ont répondu à l'appel de l'intersyndicale (FSU, CGT Educ'action, SUD éducation, CNT). Tous demandent davantage de moyens humains et financiers pour leur département, sous la forme d'un « plan d'urgence ». Il existe, il est vrai, un heureux précédent, en 1998, sous le ministère de Claude Allègre.

« *Il nous avait fallu faire six semaines de grève, mais nous avons obtenu 3 000 postes supplémentaires, se rappelle Jean-Yves, enseignant dans un lycée de Montreuil. Les revendications sont les mêmes, tout comme l'énergie de la communauté éducative !* »

Le mouvement actuel couvrait depuis plusieurs mois. « *Dès la rentrée de septembre, nous avons échangé entre syndicalistes* », précise Zoé Butzbach, cosecrétaire générale de la CGT Educ'action 93. « *Au mois de novembre, nous avons fait passer un questionnaire aux 1 300 établissements du département pour quantifier les besoins de chacun. Plus de la moitié a répondu* », détaille l'enseignante d'histoire-géographie en collège.

## De « pauvres services publics pour de pauvres gens »

Depuis janvier, les revendications sont chiffrées : il faudrait 358 millions d'euros pour combler les postes manquants, aussi bien dans l'enseignement et la vie scolaire qu'au sein des pôles médico-sociaux. L'enquête alerte aussi sur l'état du bâti scolaire : 30 % des établissements sont infestés de nuisibles (rats, cafards...) et la moitié sont mal chauffés.

Des chiffres congruents avec le constat établi par deux parlementaires dans un rapport sur « l'action de l'Etat dans ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis » ([url:https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cec/116b1938\\_rapport-information](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cec/116b1938_rapport-information)) publié en novembre dernier. Le département demeure un territoire de « *pauvres services publics pour de pauvres gens* », écrit Stéphane Peu, député communiste et coauteur (avec Christine Decodts, Renaissance) de ce travail.

Il pointe notamment le fait que les élèves du département, alors qu'ils fréquentent les établissements présentant les indices de position sociale (IPS) les plus faibles, subissent de trop nombreuses absences, faute de remplaçants disponibles. Selon les chiffres du ministère d'octobre 2023, le taux d'absences remplacées s'établit à 65 % dans le premier degré, et 92,8 % dans le second degré au sein du département. Contre respectivement 77,4 % et 94,5 % au niveau national.

*« En classe de terminale à Pantin, mon fils n'a pas eu de cours de philosophie de septembre à novembre, par manque de professeurs. Pourtant, c'est une matière qu'il aura au bac !, tempête Marie. On nous répète que les élèves du 93 perdent jusqu'à un an de scolarité à cause de ces absences non remplacées. Comment ne pas se sentir méprisé en tant qu'habitant de ce département ? »*

L'intersyndicale estime qu'il manque 1 000 enseignants pour les 130 collèges, et 2 200 au sein des 68 lycées. Mais le premier degré est lui aussi lourdement touché, avec 2 000 postes vacants dans les 859 écoles du département.

*« Dans le premier degré, les absences non remplacées sont moins visibles, puisque nous accueillons quand même les élèves, observe Catherine Da Silva, directrice d'une école de Saint-Denis et membre du Snuipp-FSU. Mais nous les mettons dans les autres classes, donc cela affecte à la fois leur scolarité et celle des autres élèves. Comment donner correctement cours dans une classe surchargée avec des CE1 et des CM2 ? »*

## Sous le « choc des savoirs »

Dans les établissements dionysiens, la semaine de rentrée a été rythmée par les piquets de grève, les journées « collèges morts » et les assemblées générales. Plusieurs rassemblements ont eu lieu, à proximité de l'établissement privé parisien Stanislas ou devant la direction académique départementale à Bobigny.

La mobilisation est partie des collèges, secoués par le « choc des savoirs » annoncé en novembre par Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation. Vivement opposé à un « *tri social des élèves* » sous la forme de **groupes de niveaux** ([url:https://www.alternatives-economiques.fr/groupe-de-niveau-college-divisent-enseignants/00109225](https://www.alternatives-economiques.fr/groupe-de-niveau-college-divisent-enseignants/00109225)), Mathieu, enseignant de maths à Livry-Gargan a été encore plus atterré en découvrant la dotation horaire globale, la fameuse « DHG », de son établissement.

« Cette dotation horaire globale est une enveloppe allouée à chaque établissement pour financer les heures d'enseignement, explique-t-il avec pédagogie. Nous l'avons eue durant les vacances de février, et elle est bien en deçà de ce qu'il nous faudrait pour mettre en place ces groupes ! »

Pour financer cette « réforme d'ampleur », a calculé l'enseignant, il faudrait prendre sur les travaux pratiques en biologie, ou encore sur l'option de latin.

« Les personnels des collèges et lycées ont organisé des tournées des écoles pour distribuer des tracts, échanger et informer les collègues du premier degré de notre mobilisation, explique Isabel Sarda, enseignante de français à Bagnolet et militante à Sud éducation. Il est impensable de construire ce mouvement sans eux. »

D'autant que l'école primaire est également concernée par le choc des savoirs, « mais de manière moins visible, plus pernicieuse », pointe Catherine Da Silva.

« Les groupes de niveaux étant basés sur les évaluations, on va demander aux enseignants de primaire que nous sommes de mettre la priorité là-dessus. Donc notre enseignement aura pour objectif de mener à bien ces évaluations, et non plus l'apprentissage de l'élève ! C'est un grand puzzle qui met du temps à se mettre en place, ce qui fait que les collègues ont parfois du mal à prendre conscience de l'ampleur du changement. »

## Inclure les parents

Plus proche des familles, le personnel du premier degré peut également mieux expliquer les raisons d'une mobilisation. « Même si ce n'est pas forcément facile d'annoncer sur le perron que l'on sera en grève, sourit Catherine Da Silva. Mais il faut prendre le temps d'expliquer aux parents pourquoi l'on fait ça. C'est pour leurs enfants, ils sont tout aussi concernés que nous. »

Le second degré a davantage de mal à établir ce dialogue, alors que c'est un « enjeu crucial » souligne Isabel Sarda. Certains parents se mobilisent bien aux côtés des équipes pédagogiques, mais d'autres ont soupiré à l'annonce de la grève.

« Nous partageons évidemment les revendications, mais il y a une forme de lassitude, explique une mère devant le collègue Jean-Jaurès de Montreuil. Il y avait déjà grève avant les vacances scolaires, ça impacte la scolarité des enfants. En plus, nous avons dû appeler le collègue pour connaître les raisons de la grève ! »

Des réunions d'information ont été organisées tout au long de la semaine. Dans la salle de Bagnolet, le vendredi 1<sup>er</sup> mars, plus d'une centaine de parents d'élèves ont retrouvé les enseignants mobilisés. « *On aperçoit des parents que l'on a jamais vus, c'est aussi l'occasion de parler avec eux* », se réjouit Isabel Sarda en constatant la mixité du public.

« *L'enjeu est plus large que notre mouvement, c'est important de dialoguer avec les parents, et pas seulement ceux qui nous ressemblent.* » D'ailleurs les questions fusent : « *Comment seront décidés les niveaux ?* », « *Qu'est-ce que l'on peut faire pour vous aider ?* »

Au-delà de la manifestation du 7 mars, des rassemblements locaux seront organisés dans chaque ville le samedi suivant « *pour permettre aux parents qui travaillent de nous rejoindre* », explique Zoé Butzbach. Sarah en sera. Trois de ses quatre filles sont scolarisées à Bagnolet. Mais ce n'est que depuis cette année qu'elle s'implique en tant que parents d'élèves :

« *Nous sommes un peu exclus de l'école. Nous ne savons pas trop comment c'est à l'intérieur, ce qui se passe... C'est vraiment bien que les professeurs nous informent.* »

Dès demain, d'ailleurs, Sarah accompagnera le cortège jusque devant le ministère de l'Education nationale. « *Je ne sais pas comment y aller, ni même à quoi ça ressemble, mais j'y serai !* »

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle des pages publiées sur ce site à des fins professionnelles ou commerciales est soumise à l'autorisation d'Alternatives Economiques (Tél : (33) 03 80 48 10 25 - abonnements@alternatives-economiques.fr). En cas de reprise à des fins strictement privées et non commerciales merci de bien vouloir mentionner la source, faire figurer notre logo et établir un lien actif vers notre site internet [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr).